

Royaliste

Bimensuel de la Nouvelle Action Royaliste

Cible

Pauvreté

En octobre 2017, Emmanuel Macron avait annoncé un plan de lutte contre la pauvreté. Une vaste concertation avait abouti à la mise au point de 110 propositions remises au gouvernement en mars dernier. Il était prévu que le plan serait présenté par l'hôte de l'Élysée, qui voulait effacer son image de président des riches. Annoncé pour mai, puis pour juin, le discours présidentiel sur le plan pauvreté fut fixé au 10 juillet. Puis les communicants élyséens s'aperçurent que la demi-finale de la Coupe du monde avait lieu à cette date et l'annonce du plan fut annulée. L'Élysée expliqua qu'Emmanuel Macron risquait d'être à Moscou pour soutenir l'équipe de France comme il l'avait promis. Cela signifie qu'Emmanuel Macron avait conçu son discours sur la pauvreté comme un produit de communication et qu'il a ensuite parié qu'une communication sur le football serait plus rentable pour son image. L'Élysée laissa par ailleurs entendre que les Français seraient plus « réceptifs » en septembre. Cela signifie que les communicants macroniens estiment que les Français ne peuvent pas faire deux choses à la fois : suivre la Coupe du monde et jager une politique sociale. Quel mépris !

Jean-Christian Petitfils

Notre roman national

Idées

Régis
Debray

p. 5

Plan Borloo

Bye bye
banlieues

p. 9

Mensonges sur la Grèce

La Commission européenne, incarnée en l'occurrence par l'inénarrable Moscovici, la télévision publique et la « grande presse » ont annoncé que la Grèce était sortie de la crise et que son peuple pouvait regarder l'avenir avec confiance. Ils mentent ! Ils mentent autant que Tsípras et son gouvernement.

Commissaire européen à l'économie, Pierre Moscovici s'est voulu solennel au sortir de la réunion de l'Eurogroupe, le 21 juin : « C'est un moment exceptionnel. La crise grecque s'achève ici, ce soir au Luxembourg ». C'est faux. Ce qui est exceptionnel, c'est le niveau de mensonge atteint par la Commission et ses relais médiatiques.

La Grèce n'est pas sortie de la crise qui la ruine depuis huit ans : elle est sortie du plan d'aide qui était censé la sortir de la crise. Ce plan d'aide était lui-même une imposture : son objectif n'était pas d'aider la nation et le peuple grecs mais d'aider les banques françaises et allemandes bourrées de créances sur la Grèce. La sortie du plan d'aide à la Grèce ne signifie pas que la Grèce est sortie du système mortifère des plans européistes : le pays est maintenant entré... dans un plan de sortie. Un plan de sortie du plan d'aide, cela reste une contrainte.

Cette contrainte est-elle imposée pour le bien de la Grèce ? C'est ce qu'on veut nous faire croire. Grâce à

la discipline du gouvernement grec et aux efforts du peuple grec, nous dit-on, la croissance est repartie, le tourisme est florissant et les émigrés reviennent. Mensonges ! Comme nous l'explique Olivier Delorme depuis Nisyros, on ne peut parler de retour de la croissance quand le PIB augmente de 1,2% en 2017 alors qu'il a baissé de 25 à 30% pendant les années de crise ; ce sont les entrées de touristes en Grèce qui explosent mais pas les recettes touristiques qui vont principalement à des groupes étrangers ; et le retour soigneusement médiatisé de quelques Grecs au pays masque l'accélération de l'exil des jeunes et des diplômés.



La Grèce est et reste plongée dans une crise mortifère. Le peuple grec continue de souffrir : seuls 10% des chômeurs sont indemnisés et touchent 360 euros par mois ; 43% des ménages déclarent qu'ils ne peuvent pas chauffer leur logement ; entre 2007 et 2017, les suicides ont augmenté de 43%.

La nation grecque continue d'être appauvrie et pillée. Les ports et les aéroports – entre autres biens publics – ont été vendus à des groupes étrangers ; le système de santé a été démantelé ; à bout de ressources, de nombreux grecs vendent leurs terres ou leur maison à des étrangers qui se comportent plus souvent en prédateurs qu'en amoureux de la Grèce.

Comme les plans soviétiques de

naguère, les « projections macro-économiques » de la Commission sont d'un optimisme débridé. Il y est question d'un excédent budgétaire primaire – solde des dépenses et des recettes hors service de la dette – qui augmenterait dans une économie en croissance soutenue. C'est là une sornette, auquel le FMI ne croit même pas. Il est vrai qu'il y a une légère croissance, mais elle sera bridée par l'austérité budgétaire. Il est vrai que la Grèce va pouvoir revenir sur les marchés financiers – mais nul ne sait à quels taux elle devra emprunter pour tenter de rembourser la dette publique.

La dette ! Tel est le seul problème qui intéresse vraiment les gens de Berlin, Bruxelles et Francfort. L'excédent primaire n'est pas recherché pour créer de l'activité en Grèce, mais pour rembourser le maximum possible d'une dette impossible à rembourser. La dette grecque s'élève à 300 milliards, soit 180% du PIB, contre environ 100% il y a dix ans. Il est évident qu'elle ne sera jamais remboursée mais les créanciers – Etats et institutions européennes – exigent qu'on pressure au maximum la victime. L'Eurogroupe prévoit que la dette repassera sous la barre des 100% en 2060. En clair, cela signifie qu'on continuera à réduire les dépenses sociales, à privatiser, à taxer au maximum un peuple martyrisé pendant quarante années supplémentaires !

Tsípras et son gouvernement entérinent toutes les contraintes de ce plan de famine, espérant sauver leur mise lors des prochaines élections. En écho à l'Eurogroupe, ils mentent comme ils trahissent avec la même constance dans le cynisme.

Sylvie FERNOY

SOMMAIRE

P1 Cible: Pauvreté - P2: UE : Mensonges sur la Grèce - P3 : Mai 68 : Une femme disparaît - Écho des blogs : Race - P4 : Patronat -syndicats : La mort qui rôde - P5 : Erdoganisme : Où va la Turquie ? - P6 - 7 : Roman national : Vieille France accablée d'Histoire - P8 : Verticalité : Le nez de Pinocchio - P9 : Villes : Bye bye banlieues - P10 - 11 : Charles Maurras : Un extrémisme littéraire - P12 : Géopolitique : Les Etats-Unis et le monde - P13 : Idées : Bilan de faillite, vraiment ? - P14 : Politique française : Crise de confiance - Proche orient : La visite d'un Windsor - P15 : Actualité de la NAR - Editorial : Points de rupture

Une femme disparaît

Hervé Le Roux, cinéaste et critique de cinéma, flashe un jour sur la photo en noir et blanc d'une jeune femme, visiblement en colère. Son expression le séduit. Intrigué, il cherche à en savoir plus.

Renseignements pris, la photo est extraite d'un film de dix minutes réalisé par deux étudiants de l'Idhec en juin 1968. Le sujet en est la reprise du travail dans les usines Wonder de Saint-Ouen après les grèves qui firent vaciller le pouvoir du général De Gaulle cette année-là. On y voit la jeune femme de la photo qui, après plusieurs semaines de grève, refuse de retourner travailler. Elle hurle sa colère : « non, je ne rentrerai pas, je ne fouterai plus les pieds dans cette taule, c'est trop dégueulasse ! » Les militants de la CGT et du PCF essaient de la convaincre de reprendre le travail et tentent de circonscrire sa révolte. Tandis qu'un lycéen, militant de l'UJCml (maoïste), la soutient dans son refus. Le directeur du personnel demande aux employés de rentrer dans le calme ; les cadres amorcent un mouvement en direction des portes de l'usine... Nous n'en saurons pas plus. Dès juillet 1968, Jacques Rivette voit dans ce court-métrage « le seul film intéressant sur les événements de 68 (...) Un film terrifiant qui condense toute une situation politique en dix minutes d'intensité dramatique folle. »

En 1995, Hervé Le Roux se lance à la recherche de cette jeune femme. Cette quête devient le sujet du film *Reprise*, sorti fin 1996 et que plusieurs salles de cinéma ont eu la bonne idée de programmer à l'occasion du cinquantième anniversaire de Mai 68. Il dispose de peu d'éléments : Wonder a été rachetée puis revendue par Bernard Tapie dans les années 1980. Le Roux mène l'enquête auprès des cinéastes en herbe de l'époque, des anciens représentants du personnel, des permanents actuels de la section locale de la CGT, de quelques ouvriers et ouvrières... Ce faisant, il reconstitue une partie de notre histoire sociale récente à travers la vision que chacun en garde. Les plus anciens se remémoreront une partie de leur passé ; les plus jeunes y découvriront l'histoire de leurs parents et grands-parents ; les curieux y trouveront une mine de renseignements sur une époque proche de nous, mais déjà lointaine.

N. P.

DVD disponible sur le site des éditions Montparnasse.

Race

L'Assemblée Nationale a récemment voté la suppression du mot « race » de l'article 1er de la Constitution. Pierre-André Taguieff, philosophe, historien des idées et auteur de nombreux livres sur le racisme, revient, sur le site lexpress.fr (1), sur cette idée à la mode qui prétend faire disparaître un mal, le racisme, en supprimant le mot qui permet de le définir.

Dès le début, il s'exprime sans détour. « Je pense qu'il y a une erreur de principe à vouloir adapter cet article capital de la Constitution aux croyances dominantes de l'époque présente, qu'elles s'habillent du savoir scientifique ou se réduisent à des modes idéologiques. ». Car selon lui, ces croyances, si le sujet n'était pas aussi grave, prêterait plutôt à sourire : « Le spectacle est amusant : tant de belles âmes farouchement unies contre un gros mot supposé dangereux, un mot souillé et porteur de souillure. (...) Mais il ne s'agit que d'un acte magique : supprimer le mauvais mot pour supprimer la mauvaise chose. Un acte de magie préventive (...) L'antiracisme machinal reste la figure dominante de l'antiracisme commémoratif (...) les candides de bonne volonté se font plaisir en raturant sans avoir pris la peine d'une réflexion sérieuse sur ce qu'ils raturent » pour mieux mettre à nu le mensonge de cette pose antiraciste : « Étaler et afficher dans l'espace public ses bonnes intentions, ses sentiments estimables, ses nobles convictions antiracistes : voilà ce à quoi se réduit pour beaucoup la lutte contre le racisme. Un antiracisme peu coûteux et dont l'efficacité est plus que douteuse. Qui cela va-t-il gêner dans la planète raciste ? Quelle force dissuasive cette suppression peut-elle exercer ? On cache le mot « race » en croyant contribuer ainsi à la lutte contre le racisme. On ne fait que se priver d'un moyen de la définir. Comment formuler la condamnation de la discrimination raciale, si l'on ne peut employer le mot « race » ni certains de ses dérivés comme « racial » ? Non seulement cette modification n'engage à rien contre le racisme, mais elle désengage et désarme ».

Puis, après avoir souligné la logique absurde de ce « lexicocentrisme » : « Certains donneurs de conseils trop pressés ont proposé de remplacer vertueusement « race » par « genre humain » ou « espèce humaine », ce qui aurait abouti à la reformulation involontairement comique : « sans distinction d'espèce humaine ». On atteint par là le degré zéro de la lutte contre le racisme, ainsi mise à la portée de tous. ». Il conclut : « Ce qui est sûr, c'est que le mot « race » ne tue pas, qu'il n'incite pas non plus à la haine, sauf dans certains contextes, tout comme bien d'autres mots, tels « Dieu », « nation », etc., que nul ne songe à interdire. ». Heureusement, pour ces belles âmes, que le ridicule lui non plus ne tue pas.

Loïc de BENTZMANN

(1) <https://www.lexpress.fr/culture/race-de-l-abus-des-mots-a-la-peur-des-mots>

La mort qui rôde

L'année sociale avait commencé par un constat sans appel de Laurent Berger. Dans un entretien accordé à *Libération*, le numéro 1 de la CFDT déclarait à l'automne que « le syndicalisme est mortel » et poursuivait : « ce qu'il s'est passé pour les partis politiques traditionnels peut arriver aux syndicats ». Et l'année sociale se termine par ce titre à la une du quotidien néolibéral *L'Opinion* le 2 juillet, veille de l'élection du nouveau patron des patrons : « le Medef peut-il mourir ? », reprenant sous forme interrogative une déclaration de Pierre Gattaz, le président sortant.

Derrière ces préoccupations existentielles se cache une inquiétude : les corps intermédiaires ont-ils encore leur place dans la France d'Emmanuel Macron ? On peut en douter.

Depuis septembre 2017, le gouvernement a réformé par ordonnances le droit du travail, la CGT et Sud-Solidaires ont tenté, en vain, de mobiliser contre ce passage en force, la CGT-FO, qui depuis l'élection présidentielle jouait le jeu de la concertation, a changé de stratégie en même temps que de secrétaire général, en optant pour l'opposition frontale, la réforme de la SNCF est passée comme une lettre à la poste, malgré un mouvement de grève étalé sur plusieurs mois, une loi réformant l'assurance chômage, la formation professionnelle et l'apprentissage est sur le point d'être votée, enfin, last but not least, des discussions ont commencé en vue d'une réforme des retraites qui devrait voir le jour l'an prochain...

Et cela s'est fait sans que les partenaires sociaux aient leur mot à dire, sinon à la marge. D'où le souci – sinon la nécessité – pour eux de repenser leur approche du paritarisme, leur rapport avec l'Etat, leurs modalités d'action, le pacte

social issu des Trente glorieuses, et de renouer avec une base qu'ils ne représentent plus vraiment.

Les inquiétudes sont réelles, car les nouveautés, introduites par Macron, n'impactent pas uniquement le contenu de notre projet social, elles ont aussi des répercussions sur sa gestion – sa gouvernance, comme il convient de dire dans la novlangue néolibérale. L'encadrement des négociations qu'implique la logique d'universalisation de l'assurance chômage inscrite dans la nouvelle loi, et la probable future réforme systémique des retraites pourraient remettre en cause l'existence même de l'Unedic et l'Agirc-Arrco, deux organismes dirigés de façon paritaire par les syndicats et le patronat. Idem en matière de formation professionnelle, avec la transformation des organismes collecteurs que sont les OPCA en « opérateurs de compétences » dont le pilotage sera à l'avenir entre les mains de l'Etat.

Ouvrons, ici, une parenthèse. Certes, c'est le président de la République qui a impulsé ces réformes, mais elles étaient en gestation depuis très longtemps et ceux qui les ont élaborées avaient déjà tenté de les faire passer sous les présidences de Nicolas Sarkozy et de François Hollande : Pierre-André Imbert, inspecteur des Finances, principal rédacteur de la loi El Khomri et actuel conseiller social de Macron, Antoine Foucher et Franck Morel, respectivement conseiller social de Muriel Pénicaud et d'Edouard Philippe, après être passés par le cabinet de Xavier Bertrand dès 2007 et celui de Gattaz au Medef. L'un des négociateurs syndicaux qui a participé à la concertation sur les ordonnances le confirme : « Macron avait pour seule exigence la réforme des indemnités prud'homales et la fusion des instances représentatives du personnel qu'il n'avait pas réussi à imposer lorsqu'il était ministre des Finances ; pour le reste

il laissait entière liberté à ces trois hommes de l'ombre ». Fin de la parenthèse qui en dit long sur les véritables marges de manœuvre des politiques et l'influence des syndicats.

Mortelles parce que attaquées de l'extérieur, les organisations syndicales et patronales sont aussi affaiblies par les dissensions internes qui les minent. En témoignent, côté patronal, cette déclaration de René Ricol, en juin : « l'ouverture des chefs d'entreprise que je rencontre est sans commune mesure avec la bande d'apparatchiks qu'il y a au Medef ». Geoffroy Roux de Bézieux, son nouveau président, vient de porter le coup de grâce à l'organisation. Avant son élection, l'instance patronale conservait une petite chance de rester un partenaire social avec ce que cela suppose de qualité d'écoute et de respect de la parole donnée ; elle a aujourd'hui atteint un point de non-retour et les mois à venir devraient confirmer sa mue complète en groupe de pression.

Les autres organisations patronales (la CPE, pour les petites entreprises, et l'U2P, pour l'artisanat et les professions libérales) devraient lui emboîter le pas : leur récent changement de nom va d'ailleurs dans ce sens. Quant aux organisations de salariés, elles sont moribondes.

A la CGT, les désaccords entre les fédérations professionnelles au sein desquelles l'extrême-gauche gagne du terrain et la confédération ne cessent de grossir : le prochain congrès qui se tiendra début 2019 pourrait bien provoquer de nouveaux remous. Force ouvrière ne semble pas savoir sur quel pied danser entre une base qui chante encore l'Internationale à la fin de chaque meeting ou réunion d'instance et un nouveau secrétaire général qui doit concilier les contraires. Ne parlons pas de la CFTC et de la CFE-CGC qui ont déjà un pied dans la tombe. Reste la CFDT, mais l'organisation de Laurent Berger, qui s'est transformée depuis longtemps déjà en lobby, est-elle encore un syndicat ?

Nicolas PALUMBO

Où va la Turquie ?

Autre part ? Nulle part ? En arrière toute ? Si la Turquie choisit l'isolationnisme ou le néo-ottomanisme, la faute à qui ?

Le président Recep Tayyip Erdogan et les députés de l'Assemblée élus le 24 juin seront en fonction pendant cinq ans soit jusqu'à juin 2023. Les prochaines élections coïncideront ainsi avec le centenaire des premières de l'ère républicaine inaugurée par Kemal Atatürk. On oppose parfois l'erdoğanisme au kemalisme. C'est sans doute vrai au plan religieux mais ce point est bien moins capital qu'on ne le dit. Hormis le voile, ils se ressemblent par beaucoup de traits qui expliquent que les effigies des deux hommes figurent souvent côte à côte dans les réunions électorales ou sur les murs des villes. Kemal avait tout recentré sur le territoire de la Turquie moderne, stupidement partagé entre puissances étrangères et qu'il avait réunifié. Il s'était abstenu de prendre part à la Seconde Guerre mondiale. Ni lui ni son successeur İsmet İnönü n'étaient entrés dans aucune alliance jusqu'à l'alternance politique de 1950.

Depuis son arrivée au pouvoir en 2002, Erdogan a mené une politique étrangère opportuniste. Ses prédécesseurs avaient cru pouvoir bénéficier de la dissolution de l'Union soviétique. Le pantouranisme allait jusqu'au Xinjiang. C'était comme sous Enver Pacha un mythe mort-né - voir Malraux... La construction européenne à l'Ouest battait son plein lorsqu'Erdogan accédait au pouvoir. Il avait donc axé tout son discours sur l'entrée de la Turquie dans l'Europe. Celle-ci ne l'a pas reconnu. Erdogan n'a jamais mis fin au processus, attendant que ce soit

Bruxelles qui le fasse. Même dans ses discours les plus enflammés, il n'a cessé de s'adresser à l'Union Européenne qui continue de traiter en paria ce membre du G 20, marche européenne du Moyen-Orient, et les Turcs en Europe en citoyens de seconde zone.

Puis ce fut l'euphorie des printemps arabes. La diplomatie turque s'est alors déployée tous azimuts, en regagnant une présence sur d'anciens axes au sud, méditerranée orientale, Mer rouge, Afrique, Océan indien, de la Libye à la Somalie, les limites extrêmes de la force turque avant la première guerre mondiale. Ankara s'est trouvée piégée par un choix en faveur des Frères Musulmans favorisés par le moment démocratique avant d'être partout rejetés. Pour la Turquie, ce n'était rien de plus qu'une carte. L'influence turque n'était d'ailleurs qu'acceptée fort superficiellement par l'organisation des Frères. Turcs et Arabes ne voient toujours pas les choses d'un même œil. Quand bientôt la guerre en Syrie avait fait revenir sur le devant de la scène les kurdes du PKK, Ankara se retrouvait en position défensive.

On reparle aujourd'hui de néo-ottomanisme en donnant à ce vocable un sens particulier et singulièrement européen. Pour les uns, il s'agirait de célébrer la victoire sur Byzance. Pour les autres, si tant est que la référence d'Erdogan serait la période Abdul-Hamid, il vise les derniers efforts pour sauver la domination ottomane avant la première guerre dans les Balkans ! Erdogan a symboliquement prononcé son grand discours de campagne à l'intention des Turcs de l'étranger à Sarajevo le 20 mai dernier. La diplomatie commune européenne ne cesse de faire des plans pour les Balkans, les

présidences tournantes successives bulgare, autrichienne et roumaine en ont fait une priorité mais rien ne bouge (sauf récemment entre Grèce et Macédoine). Nulle surprise qu'Erdogan y trouve de nombreux partisans. La région pourrait très bien se restructurer économiquement et politiquement autour de la Turquie.

A partir de toutes ces options simultanées ou successives, un chemin se dessine vers où va la Turquie. L'une des surprises des élections du 24 juin aura été la baisse relative du nombre de sièges obtenus par les deux partis traditionnels, le sien, l'AKP, qui plafonne à 42 % et l'opposition, le CHP, qui recule à 22 % au profit dans les deux cas de l'extrême-droite qui, bien que coupée en deux, double sa représentation. Le MHP et le « Bon Parti » dissident cumulent 21 % des voix. Ce sont les pantouraniens d'hier, les anti-Kurdes de toujours, les opposants à tout règlement à Chypre. En s'alliant à ce parti pour faire passer sa réforme constitutionnelle, Erdogan avait clairement changé d'attelage.

S'il y a une dérive de l'AKP mais aussi des Kemalistes vers l'extrême-droite, notamment à cause du problème kurdo-syrien, Ankara pourrait être tenté de se recentrer sur soi-même. Cela devrait signifier une sortie progressive de l'OTAN comme de Gaulle l'avait engagée après sa difficile élection de 1965. Il pourrait aussi se rapprocher de l'Organisation de Sécurité de Shanghai (Chine, Russie et républiques ex-soviétiques étendue à l'Inde et au Pakistan) qui vient d'inclure l'Iran, la Turquie devenant le prochain chaînon. Faut-il pour autant parler de renversement des alliances ? Non car la Turquie entend rester indépendante. Plutôt un non-alignement.

Yves LA MARCK

Vieille France, accablée d'Histoire...

De livre en livre, de règne en règne, Jean-Christian Petitfils s'est acheminé vers cette « Histoire de la France » (1) qui ose se présenter comme notre roman national. Un roman vrai, résolument politique, qui apporte une réponse à la crise d'identité vécue par de nombreux Français en leur proposant une définition de la France sur laquelle nous pouvons nous rassembler pour reprendre l'aventure collective.

Les Français forment un peuple éminemment politique et la crise d'identité qu'ils vivent depuis le milieu des années quatre-vingt résulte autant des faits que des représentations politiques – celles qui leur sont propres et celles qui leur sont imposées. Parmi tous les facteurs de crise identitaire qu'il recense, Jean-Christian Petitfils en retient trois particulièrement dangereux :

- Le multiculturalisme conduit à la fragmentation du territoire national en groupes ethnoculturels sur le modèle des communautarismes étatsunien et britannique. Contre l'histoire de France, les communautarismes font valoir une aventure singulière, doloriste, parfois racialisante.

- Le déclinisme est une « maladie du renoncement » d'autant plus grave qu'elle s'inscrit dans la « désespérance postmoderne » pour théoriser un épuisement de la collectivité nationale et un dépassement des États nationaux par « l'Europe » et la mondialisation.

Le déni de l'histoire nationale se manifeste par le discours obsédant de la repentance exigée de la France

et des Français. Ce déni s'exprime dans des travaux à prétention scientifique qui privilégient les interactions mondiales au détriment de l'histoire des États nationaux, en écho à l'idéologie de la globalisation et à l'utopie de la connectivité généralisée.

Le multiculturalisme, le déclinisme et le déni historiographique ont pour cible commune le roman national, défini comme récit nationaliste et impérialiste, grandiloquent et quasi-mystique qui aurait été fabriqué par les historiens au début de la III^{ème} République. Tel est le discours dominant, celui de Patrick Boucheron, de Nicolas Offenstadt, que reprennent les pédagogues ministériels et qui se retrouve dans les manuels scolaires. Jean-Christian Petitfils s'oppose résolument à cette vision, qui se prétend lucide alors qu'elle épouse fidèlement la société des individus, qui nie la temporalité historique dans l'émotivité, la *moraline* et le culte de l'instant. Contre l'amnésie collective, il faut plus qu'un froid récit analytique. Jean-Christian Petitfils cite Marc Bloch – le sacre de Reims et la fête de la Fédération – et Régis Debray pour qui l'histoire, c'est « ce qui me met les larmes aux yeux, point final ».

Bien entendu, le roman national n'est pas à placer sur le rayon des contes et des légendes. C'est un roman vrai et Jean-Christian Petitfils mobilise une vie de recherches pour nous raconter une histoire qu'il fait remonter à la bataille de Fontenoy du 25 juin 841 – elle sépare la Francia occidentalis du reste de l'empire carolingien dont le démembrement est entériné par le traité de Verdun du 10 août 843. Cette première esquisse commence à prendre forme avec les premiers Capétiens, rois fondateurs d'un royaume qui engendrera la na-

tion moderne. Il faut plus de mille pages pour présenter cette histoire – pour nous la rendre présente de telle manière que chacun, qu'il soit fêru d'histoire ou novice en la matière, puisse y trouver précisions et éclaircissements.

Il ne suffit pas d'apprendre ou de réapprendre l'histoire de la France, ni même de comprendre les logiques étatiques, les dynamiques populaires et la dialectique européenne des empires et des nations. Il faut parvenir à une intelligence de cette histoire afin de répondre de manière pertinente à la lancinante question de l'identité. Pour savoir qui nous sommes, nous autres Français, il faut pouvoir dire ce qu'il en est de la France. Trop souvent, cette définition se réduit à la glorification d'un régime politique et à la célébration de quelques Grands hommes. Mais l'évocation plus ou moins lyrique du royaume des lys ou de la France de Jean Jaurès ne mobilise que des imaginaires partiels et souvent partisans qui coupent l'histoire en morceaux : rien avant 1789, ou rien après ! Jean-Christian Petitfils n'a pas écrit une histoire idéologique de la France : c'est l'ensemble de notre passé qui lui permet de dégager les cinq traits constitutifs de notre collectivité politique.

La France, c'est « un État-nation souverain et centralisé ». La France a été constituée par l'État, qui rassemble et unifie selon le principe de souveraineté. Cette caractéristique surplombe les époques, les régimes politiques et les structures religieuses. Esquissé puis affirmé par les Capétiens, l'État se renforce et se modernise après la Révolution française, par laquelle s'accomplit le passage du royaume de France à la nation française. L'histoire de l'État est l'histoire d'une centralisation croissante et bénéfique, qui défait les puissances féodales, les justices seigneuriales et résorbe les tendances centrifuges. Jean-Christian Petitfils rappelle que l'État national forme le cadre politique général qui permet la démocratie.

La France, c'est « un État de justice au service du bien commun ».



Saint Louis sous son chêne incarne dans l'imaginaire national l'État de justice, qui implique dans le christianisme, la protection des faibles. Justice faillible et protection imparfaite mais « l'idée d'un pouvoir arbitral, d'un Etat impartial, d'une res publica soucieuse de la solidarité nationale a joué un rôle capital dans notre histoire ». Des œuvres charitables à l'État social édifié à la Libération, il y a continuité dans le souci. L'État reprend aux institutions religieuses et aux initiatives privées un projet de protection qu'il généralise et rationalise dans une perspective de juste répartition du revenu national. En France, l'idée du bien commun transcende les droits des individus grâce à la médiation de l'État, qui se définit comme institution au service de la nation.

La France, c'est « un État laïque aux racines chrétiennes ». La laïcité n'a pas pu se concevoir sans la distinction que le christianisme établit entre le pouvoir spirituel et le pouvoir temporel. Elle est également le produit spécifique de l'histoire de France : conflit entre l'Etat royal et la papauté, gallicanisme affirmé par la Pragmatique sanction de 1438 et confirmé par le Concordat de Bo-

logne de 1516, Constitution civile du clergé, Concordat de Paris en 1801, avant la Séparation de 1905 qui est une loi de rupture et de continuité dans la logique de la souveraineté étatique. Il y a une origine judéo-chrétienne de la France qui se prolonge dans la sacralité de l'État royal, une culture chrétienne qui se manifeste dans la littérature, dans l'art et dans le paysage français et qui demeure aujourd'hui en dépit de la dé-catholicisation de la société.

La France, c'est « un État marqué par des valeurs universelles ». Le christianisme proclame l'égale dignité des hommes devant Dieu, l'Eglise catholique porte en elle un message universel (Kato lou) de justice et de liberté et si la modernité européenne conçoit l'universalisme de différentes manières, notre Déclaration des droits de l'homme et du citoyen forme un corps de principes qui sera placé après 1958 au sommet de l'édifice constitutionnel. La rupture révolutionnaire, qui accomplit la très vieille promesse égalitaire et qui institue la souveraineté nationale, n'anéantit pas le passé. La langue française est aussi bien servie par Blaise Pascal que par Robespierre et l'Ecole de la République a enseigné

La Fontaine et Chateaubriand autant que Victor Hugo... Le lien que nous avons noué avec nos philosophes, nos écrivains et nos poètes n'a jamais été détruit par nos guerres civiles et par nos disputes idéologiques.

La France, c'est « un État multiethnique mais assimilateur ». Jean-Christian Petitfils rappelle une vérité plus que jamais bonne à dire : « Il n'y a pas d'ethnie ni de race française ». La France a toujours été un mélange de peuples qui ont peu à peu assimilé sa culture jusqu'à épouser son histoire et ses conflits. L'intégration ne s'est pas accomplie sans brutalité, sous la monarchie comme sous nos républiques mais l'assimilation n'a jamais été faite dans une volonté d'éradiquer toute différence. Au contraire, la liberté de pensée est un principe sacré, qui implique la liberté de pratiquer le culte de son choix. Le respect de l'ordre public est la condition première de ces libertés – sans quoi elles s'entredétruisaient. Et les identités, tant religieuses que régionales, ne peuvent être paisiblement vécues hors du cadre unitaire, tant il est vrai que l'unité nationale donne sens aux expressions de la diversité.

Les menaces qui pèsent sur les cinq éléments constitutifs de la nation française nous obligent à réaffirmer plus clairement que jamais nos principes fondamentaux. Il ne s'agit pas de se figer dans l'ordre juridique, ni de s'enfermer dans le patrimoine historique. Une identité collective est toujours en projet. Le retour sur le passé commun doit se faire en direction du monde qui vient. L'histoire vivante de la France, telle que la raconte Jean-Christian Petitfils, donne envie de faire l'histoire - de prolonger le roman national aussi longtemps que possible. « Vieille France, accablée d'Histoire, meurtrie de guerres et de révolutions, allant et venant sans relâche de la grandeur au déclin, mais redressée de siècle en siècle par le génie du renouveau » (2).

Bertrand RENOUVIN

(1) Jean-Christian Petitfils, *Histoire de la France, le vrai roman national*, Fayard, 2018. Sauf indications contraires, toutes les citations sont tirées de cet ouvrage.

(2) Charles de Gaulle, *Mémoires de guerre*, Tome III.

Le nez de Pinocchio

Brigitte Macron, un roman français, le « document intime » diffusé le 13 juin sur France 3, présentait toutes les caractéristiques d'une communication publique soignée, propre à familiariser la population avec l'aimable humanité de ses dirigeants.

Partant des origines sociales et familiales de l'épouse du Président dite « première dame » - titre inconnu de nos institutions républicaines - l'idylle théâtrale entre le professeur de lettres et son brillant élève échappait à l'issue tragique qui frappa jadis Gabrielle Russier pour trouver cette fois le *happy* dénouement qui accompagnera l'ascension politique d'Emmanuel Macron. Selon la loi du genre et non sans adresse, le film en dit moins sur les faits que sur le message inscrit au programme de communication : rendre plausible la disparité d'âges qui a défrayé la chronique, voire démontrer comment elle a « fonctionné » au service de la formation, puis des réussites cumulées du futur président. Situer enfin l'épouse dans ses fonctions actuelles dans le dispositif élyséen : après la part majeure prise à la campagne du candidat, la voici maintenant discrètement présente et attentive, fée bienveillante... et bienaimée.

Immédiatement vient à l'esprit le souvenir d'un autre jeune héros, cher à la littérature enfantine, qu'une fée n'a cessé de secourir et conseiller : Pinocchio. Or la fable du pantin de Collodi, publiée en 1881 chez l'éditeur Paggi, raconte, au profit de l'éducation des enfants, un parcours initiatique inspiré du compagnonnage et de la maçonnerie, dans lequel un personnage tient un rôle-clé complémentaire de celui la fée, celui du père adoptif ou bon tonton, l'artisan Geppetto. Il reste donc aux promoteurs de l'homme politique de conter à présent l'autre

volet, mâle, du substitut paternel qui hante la *success-story* d'Emmanuel sous la forme d'une théorie de protecteurs, conseillers ou parrains qui l'ont au bon moment pris sous leur aile pour modeler son profil de gagnant. En premier parmi ceux que l'on connaît, lui-même s'étant déclaré tel à 92 ans, le milliardaire Henry Hermand, homme de la deuxième gauche, la rocardienne, dont le relai relationnel fut assuré ensuite par les valets de pique ou de trèfle, Jacques Attali, Jean-Pierre Jouyet et autres compagnons issus des *young leaders* chers à nos amis d'Amérique.

Certes, le jeune président préfère revendiquer un mentor de dimension intellectuelle en la personne de Paul Ricoeur, dont il fut l'« assistant éditorial » pendant qu'il écrivait *La Mémoire, l'Histoire, l'Oubli*. De là à laisser dire que l'étudiant de 21 ans, qui a passé deux khâgnes à Henri IV sans intégrer la rue d'Ulm et vient de s'inscrire à Sciences-po, a « participé à l'accouchement » de cette œuvre... il y a un pas. Que nous franchirons d'autant moins que les acquis philosophiques de son « intimité » avec le penseur sont aussi minces que ceux du DEA sur Hegel entrepris sous la direction d'Etienne Balibar. Les savantes gloses autour du fameux « en même temps » débouchent sur une maigre dialectique du « tout et son contraire » qui nourrit d'interminables exordes de lapalissades consensuelles servant de toboggan à de sévères castrations. Le oui consolerait d'avance de la fatalité du non... ?

Épreuve de vérité, fatale à l'appendice nasal légendaire du débutant, la manière dont Donald Trump, le traitant comme une poupée, le fit se balader, lui époussetant le col, le trainant par le bras quasi désarticulé, pour « l'emmener au jardin »... Les photos font foi de cette pantomime dont le jeune leader se vengea

en reprenant sa pose programmée devant le Congrès dans un plaidoyer « multilatéraliste » applaudi des démocrates...

Deuxième épreuve du nez de Pinocchio : il croît à mesure que lui échappent des formules qui disent le fond de sa pensée. Ainsi, « le pognon de dingue » dépensé en aides sociales pour des gens qui ne sortent pas de la pauvreté... Quel synonyme élégant utilise-t-il pour désigner l'argent, les valeurs, les disponibilités, les marges, les capitaux, les moyens financiers, les capacités d'investissement rétrocedées à ceux qu'accablait l'impôt sur la fortune lorsque la bienveillance de l'État les en a exemptés ? Leur argent ne devient du « pognon » que dépensé, gaspillé pour les pauvres au nom de la justice sociale, et là, ça devient « dingue » !

La dernière poussée du nez élyséen s'est vue quand le Président a commis la bourde d'accuser de cynisme le nouveau gouvernement italien, certes fait de bric et de broc, dans son refus d'accueillir les réfugiés de l'*Aquarius*. Oubliant que l'Italie remplit depuis des lustres un devoir que la France élude hypocritement, et qu'ayant reçu la veille en Sicile 950 migrants, elle pouvait bien tenter d'attirer l'attention distraite de l'Union européenne, il a fait ce pas de clerc, mais, aussitôt forcé d'avaler son chapeau, a reçu le lendemain le Président du conseil italien.

Impuissant dans une pose de « verticalité » brute qu'il confond avec l'autorité, le Pinocchio français n'a visiblement pas achevé le parcours initiatique, qui en fera un homme achevé si la Fée continue à veiller sur sa croissance, et si un Geppetto avisé, au lieu de l'asservir aux influences, lui enseigne ce qui lui manque... d'humanité.

Luc de GOUSTINE

(1) Sujet remarquablement traité à la lumière de la tradition occitane et du félibrige dans l'ouvrage à paraître de Lucia Lazzerini *La fée et les petites patries*... éd. de Carrefour Ventadour, 2018.

(2) François Dosse, *Le philosophe et le président*. Stock.

Bye Bye banlieues

L'enterrement du plan banlieues de Jean-Louis Borloo est aussi celui de territoires entiers et de leurs habitants. Il traduit une cruelle indifférence au « vivre ensemble ».

J'adore la banlieue avec ses champs en friche / Et ses vieux murs lépreux, où quelque ancienne affiche / Me parle de quartiers dès longtemps démolis. » Aujourd'hui, le mot banlieue n'évoque plus spontanément ce paysage poétique cher à François Coppee ni même les localités propres ou « gentrifiées » qui entourent les grandes villes. Les banlieues, ce sont les grands ensembles d'habitat collectif (ZUP ou ZAC), conçus sous les Trente glorieuses pour accueillir une population socio-diversifiée, remplacée par un pourcentage croissant de personnes en situation de précarité.

Des sociologues ont établi que les itinéraires individuels des personnes précaires s'inscrivent dans un « triangle de handicaps cumulatifs » : insécurité économique frappant quatre millions de personnes ; déficit d'intégration aux modes de vies dominants (alimentation, éducation, accès aux services de santé)

; carences en matière d'habitat. Les banlieues regroupent des catégories vulnérables : familles monoparentales, jeunes confrontés à des difficultés d'insertion professionnelle. Une concentration de populations étrangères y créent un phénomène de ghettoïsation. Le fort taux de chômage qui y sévit (trois fois plus élevé que la moyenne nationale) doit être relié à la quasi-inexistence d'un secteur productif local et de ses infrastructures et à l'insuffisance des services publics. Dans *Les passagers du Roissy Express*, récit de sa croisière sur la ligne B du RER, François Maspero a décrit ces grands ensembles construits pour les ouvriers d'usines disparues, loin de toute desserte. C'était en 1990. La situation n'a fait qu'empirer après plus de vingt ans de mondialisation. Les images attachées aux banlieues, ce sont aussi celles des incivilités, des trafics, des émeutes. Les habitants des quartiers « difficiles », souligne Claude Chaline, auteur de *Les politiques de la ville* dans la collection *Que sais-je ?*, « constituent souvent un terrain sociologiquement fragile et vulnérable à l'infiltration de la violence qu'entretiennent diverses frustrations économiques et l'inefficacité des modes traditionnels de sociabilisation »

Face à cette situation, il serait injuste d'accuser

l'Etat et les collectivités locales de passivité. L'effort national consacré à la politique de la ville sur les deux dernières décennies a été évalué à 40 milliards d'euros et le budget consacré aux aides aux logements s'élève à 6 milliards par an. Mais, s'attaquer uniquement à l'urbanisme « conduit à s'occuper des lieux plus que des gens » (Claude Chaline).

La prise en compte des habitants est au cœur du rapport sur les banlieues remis au Premier ministre le 6 avril dernier par Jean Louis Borloo. Commande du Président de la République qui avait appelé quelques mois plus tôt à « une mobilisation de toute la nation, qui seule peut répondre au défi immense de la politique de la ville », ce rapport vise rien moins que la « réconciliation nationale » avec pour objectif de faire revenir la République dans les banlieues. Le « plan Marshall » de l'ancien ministre de la Ville se veut un mélange ambitieux d'investissements en infrastructures et de mesures destinées à stimuler le potentiel humain des banlieues.

« Véritable big-bang de la politique de la Ville ou énième tentative de la mettre sous perfusion ? » a interrogé un journaliste d'un média étranger. « De vieilles recettes », « des milliards à fonds perdus pour l'assistanat » a jugé l'ancien ministre sarkozyste Rachida Dati. Trop cher, a tranché le chef de l'Etat qui ne se voyait probablement pas tentant de faire avaler une pilule à 48 milliards d'euros à son mentor en orthodoxie budgétaire d'outre Rhin. Adieu couvée, veaux, vaches, cochons (car la théorie du « ruissellement » s'applique bien aux investissements publics). Place aux appels à la bonne volonté des plus grandes entreprises pour embaucher des apprentis issus des quartiers populaires - entreprises qu'on va quand même soumettre au « testing » pour lutter contre la discrimination -, à l'annonce de 300 000 stages pour les élèves de troisième, à la mise en place d'un protocole entre les Préfets et les maires pour lutter contre la radicalisation des territoires. Mais aucune mesure de financement, ni pour la future police de sécurité et du quotidien (PSQ), ni pour les associations ou les crèches. Un projet totalement dépourvu d'ambition stratégique.

« En un mot, il faut retrouver le « souffle » qui revivifiera ces villes qui ne parlent qu'à elles-mêmes et ces banlieues avec qui on ne parle plus. En grec ancien, le « souffle » se disait pneuma. C'est aussi le nom qu'on utilisait pour évoquer « l'âme ». La renaissance de l'âme française de demain est à ce prix. » écrivait Thomas Branthôme dans *Libération* en 2015. En bon historien des idées politiques, il aurait pu ajouter que la Grèce a inventé la politique, un « souffle » qui manque cruellement aujourd'hui, en banlieue comme ailleurs.

Laurent LAGADEC

Un extrémisme littéraire

Le retrait du nom de Charles Maurras du « Livre des commémorations nationales 2018 » et les polémiques déclenchées par cette décision ont attiré l'attention sur les engagements et sur les théories du fondateur de l'Action française, qui a exercé une influence majeure sur le royalisme dans la première moitié du XX^{ème} siècle. En abandonnant toute référence à l'Action française, la Nouvelle Action royaliste a pour sa part clos le débat sur le maurrassisme voici quarante ans. C'est à l'intention des jeunes générations que le Comité directeur de la NAR a décidé de rappeler les points fondamentaux de son analyse.

De 1908 à 1944, le journal « L'Action française » a exercé une influence importante dans le débat public et la Ligue d'Action française a joué un rôle très actif dans les campagnes nationalistes avant 1914 puis pendant l'entre-deux-guerres. Cette influence intellectuelle et ces activités militantes, mises en cohérence dans un système explicitement monarchiste, sont à replacer dans l'histoire intellectuelle et politique de la France au XX^{ème} siècle et dans l'histoire du royalisme français.

Maurras dans l'histoire de la France

Du point de vue de l'histoire des idées, la doctrine maurrassienne se forme à la fin du XIX^{ème} siècle. Les victoires électorales du parti républicain sur le parti royaliste, de tradition libérale et parlementaire, ont affermi la III^e République. Devenu résiduel à la Chambre des députés, affaibli par le Ralliement préconisé par le Vatican, le royalisme est une fidélité dynastique encore très répandue dans le peuple français. A partir de la fin du XIX^{ème} siècle, les milieux royalistes vont être très largement gagnés par le nationalisme, qui donne une forme politique à l'esprit de Revanche, dans un climat marqué par le boulangisme puis par l'affaire Dreyfus.

Né en 1868, Charles Maurras, qui grandit dans une France éprouvée par la défaite de 1870, est le penseur qui articule le royalisme et le nationalisme, dans une volonté de synthèse des différents auteurs contre-révolutionnaires. Cette synthèse implique la liquidation théorique et pratique du libéralisme politique et le rejet du régime parlementaire tel qu'il avait été esquissé dans les premières années de la Révolution française puis réellement mis en œuvre sous la Restauration et la Monarchie de Juillet.

L'inscription de Charles Maurras dans un courant nationaliste qui a repris les thématiques antisémites se manifeste par une construction doctrinale qui est spécifique au maurrassisme : la théorie des « quatre Etats confédérés », qui prétend dévoiler le complot des juifs, des francs-maçons, des protestants et des « métèques » pour détruire la France. Le nationalisme maurrassien est fondamentalement antisémite, antimaçonnique, xénophobe et non moins résolument antiprottestant au nom de la lutte contre un individualisme délétère et pour la défense de l'Eglise catholique célébrée comme « Eglise de l'Ordre ». Auteur de textes anti-chrétiens, Charles Maurras professe quant à lui un positivisme sommaire et prétend dégager les lois d'une « physique politique ». C'est selon cette

« physique » que Charles Maurras récuse les « faux principes » proclamés par la Déclaration de 1789. Il vante « les libertés réelles » contre la Liberté réputée abstraite, « l'inégalité protectrice » contre le principe juridique d'Egalité. Contre la République confondue avec le parlementarisme et contre la démocratie dénoncée comme « régime de l'opinion », Charles Maurras invente une théorie absolutiste de la monarchie qui fait du roi un « dictateur ». Installé à la suite d'un « coup de force », ce monarque gouverne une société corporatiste et décentralisée réglée par l'Eglise.

Dans la vie politique nationale, Charles Maurras est constant dans ses choix. Anti-germanisme, quelle que soit la nature des régimes politiques de l'Allemagne. Hostilité totale à la III^{ème} République, sauf pendant la période de l'Union sacrée. Antisémitisme virulent surtout pendant l'Affaire Dreyfus et au moment du Front populaire. Violentes agitations de rue dans la perspective du « coup de force ». Affaibli par des scissions et par les sanctions vaticanes, concurrencée par d'autres ligues de droite et d'extrême-droite, l'Action française participe activement aux manifestations de février 1934 sans tenter de prendre le pouvoir. A la fin des années trente, le « nationalisme intégral » est très largement dominé par le nationalisme républicain qu'exprime le Parti social français du colonel de La Rocque. Munichois en 1938, Charles Maurras ne rejoint pas pour autant le clan pacifiste : il réclame l'intensification de l'effort d'armement et soutient les gouvernements légaux après la déclaration de guerre.

Le coup d'Etat qui institue en juillet 1940 la dictature pétainiste est accueilli avec ferveur par Charles Maurras qui proclame son soutien inconditionnel au « Maréchal » et qui approuve les principaux actes du prétendu « gouvernement de Vichy ». Dans le conflit mondial, il affirme vouloir maintenir « L'Action française » sur une

« ligne de crête », à égale distance des pro-allemands et des partisans des Alliés. Cette position théorique est intenable. Affirmant que le Chef délivré de la démocratie est dans le vrai, Charles Maurras entérine la politique de Collaboration et défend Pétain qui est attaqué par les chefs collaborationnistes pour sa mollesse et par les Anglais et la France libre pour sa trahison. D'où une pente fatale. La polémique contre les collabos parisiens est sans conséquences alors que la dénonciation quotidienne de la Résistance, le soutien aux opérations de la Milice et des troupes allemandes contre les maquis, les actes de délation et les appels à prendre des otages gaullistes et communistes le rendent à tous égards complice de l'Occupant. En approuvant le premier statut des juifs, ouvertement raciste, en se félicitant de la Rafle du Vel d'Hiv' et en appelant sans cesse à une répression impitoyable des Juifs, Charles Maurras révèle la fiction de son « antisémitisme d'Etat » et la portée criminelle de son obsession.

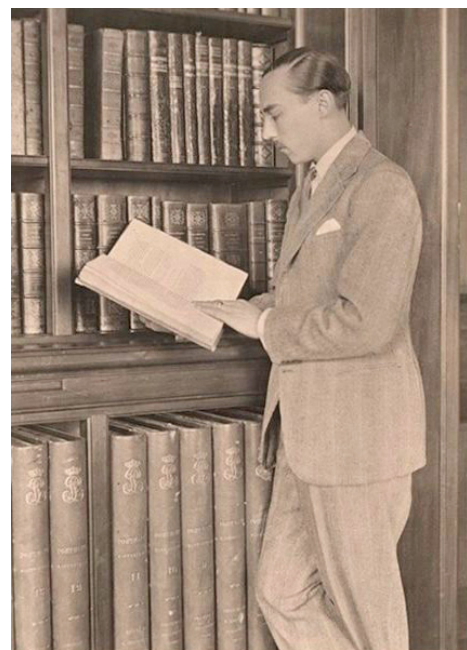
Maurras dans l'histoire du royalisme

Dans l'histoire des idées royalistes, le maurrassisme est une construction traditionaliste qui méconnaît ou nie la tradition. L'antisémitisme nie le droit du sol, juridiquement établi au XVI^{ème} siècle. L'anti-protestantisme comme le pro-catholicisme fondé sur l'exaltation du Syllabus exprime une volonté de récupération partisane des questions religieuses et récuse le mouvement historique qui conduit à la laïcité. Le monarchisme maurrassien ignore la tradition légiste esquissée dès le XIII^{ème} siècle et précisée par Jean de Terre-Vermeille, par Charles Loyseau, par Jacob-Nicolas Moreau. Charles Maurras veut établir une « monarchie héréditaire, traditionnelle, antiparlementaire et décentralisée » alors que la monarchie française n'est pas héréditaire mais statutaire – la loi de succession est une loi de l'Etat, le roi n'est pas l'héritier d'un patrimoine. La « tradition » est quant à elle évolutive, de la monarchie

médiévale et sacrale à la monarchie parlementaire du XIX^{ème} siècle en passant par la construction de l'Etat royal à l'âge classique. La référence à une monarchie « décentralisée » nie le processus pluriséculaire d'unification juridique et de centralisation administrative qui caractérise la monarchie capétienne et qui conduit à la constitution de l'Etat national.

Ignorant le rôle du « parti des politiques » et l'avènement de la pensée républicaine moderne au XVI^{ème} siècle, ennemi d'une « République » constituée en bloc idéologique et institutionnel, hostile à une « démocratie » réduite au « règne de l'opinion », contempteur de la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen, Charles Maurras a conçu le modèle d'un césarisme réactionnaire dont il a salué la réalisation dans les dictatures du docteur Salazar, du général Franco et de Philippe Pétain. Dans l'histoire des idées, le maurrassisme se réduit, comme le dit Georges Bernanos, à une « caricature bourgeoise et académique de l'esprit totalitaire ».

Dans l'histoire politique du royalisme, Charles Maurras et l'Action française ont joué un rôle désastreux. Le prestige intellectuel du journal « L'Action française » et le dynamisme militant conduisent le royalisme français, tombé sous l'emprise hégémonique de l'Action française, à se dissoudre au fil des scissions et des condamnations. La scission de Georges Valois en 1925 marque la fin de tout projet économique et social novateur. La crise militante de 1930 et celle qui suit février 1934 sanctionnent le discours inopérant sur le « coup de force ». Surtout, l'idéologie maurrassienne conduit à trois condamnations qui confrontent les royalistes à autant de paradoxes : la doctrine ultra-catholique de Charles Maurras est condamnée par le Vatican en 1926 ; l'Action française ultramonarchiste est condamnée par la Maison de France en 1937 ; le doctrinaire du « nationalisme intégral », farouchement antiallemand, est en 1944 déclaré coupable du crime d'intelligence avec l'ennemi et condamné par la justice française



Dès le milieu des années 1930, le comte de Paris rompt avec l'Action française.

à la détention perpétuelle et à la dégradation nationale. Après 1926, la paysannerie s'éloigne du royalisme identifié à l'Action française, de même qu'une partie de la fraction monarchiste de la classe moyenne, du clergé et du corps des officiers. En 1937, de nombreux militants se rallient au « Courrier royal » du comte de Paris. Entre 1940 et 1944, des militants de toutes classes et de tous âges rejoignent la Résistance. A la Libération, le royalisme est moribond. Les anciens de l'Action française se vouent à la défense du « Maître » et du Maréchal dans la haine de De Gaulle et les royalistes qui ont combattu l'Allemagne et Vichy sont ignorés.

La faiblesse conceptuelle du maurrassisme l'a exclu du débat intellectuel de notre temps. A la différence d'un Carl Schmitt, pourtant impliqué dans le national-socialisme, Charles Maurras n'est pas devenu un classique de la philosophie politique. La somme de ses aveuglements le prive de toute exemplarité dans l'ordre de l'action. Marcel Gauchet analyse le maurrassisme comme un « extrémisme littéraire ». D'où la fascination qu'exerça Charles Maurras de son vivant et l'issue catastrophique de son aventure.

Le Comité directeur de la Nouvelle Action royaliste

Les Etats-Unis et le monde

Dans un essai publié aux éditions Perrin, Maya Kandel nous explique les ressorts et les leviers de la politique étrangère américaine depuis les pères fondateurs jusqu'à nos jours.

L'ambition première de Maya Kandel est de dépasser certaines idées reçues sur les Etats-Unis. Parmi celles-ci l'auteur réserve un sort particulier au pseudo isolationnisme américain. Comment parler d'isolationnisme alors que l'indépendance américaine est le fruit d'une guerre contre l'ancienne puissance coloniale ? Certes George Washington dans son discours d'adieu à la nation recommande de se tenir toujours éloigné de l'Europe et de sa politique, mais seulement le temps nécessaire à la constitution d'une nation américaine forte et puissante qui permettra aux Etats-Unis de manifester au grand jour leur exceptionnalité et leur vocation à éclairer le monde. En fait, jusqu'en 1914 au moins, le principal souci des autorités américaines est de permettre la libre circulation des richesses et des biens à travers le monde et particulièrement sur les mers et les océans. La quête de la richesse est le levier indispensable à la réalisation du bonheur promise aux hommes dont l'Amérique est la Terre promise. C'est parce qu'il s'attaque aux navires marchands américains que l'Empire wilhelmien voit se dresser contre lui la nation américaine.

Après la Première guerre mondiale mais plus encore après la seconde, les Etats-Unis se persuadent qu'ils ont vocation à redessiner l'ordre mondial mais le Traité de Versailles est rejeté par le Sénat américain qui rejette un traité à la négociation duquel il n'a pas été associé. C'est en 1945 que les Etats-Unis assument enfin leur destinée manifeste. Ils le font

d'abord à travers l'ONU et ses différentes agences et institutions puis, après l'entrée dans la Guerre froide, avec le développement de forces armées permanentes, d'un des tous premiers arsenaux nucléaires et d'un vaste réseau d'alliances et de bases. Un lobby militaro industriel va vite peser de tout son poids sur la définition de la politique étrangère et de défense américaine. A côté de ce qu'on appelle le *hard power* les Etats-Unis vont développer une politique de *soft power* à travers Hollywood et ses



studios mais aussi grâce un système universitaire qui attire les meilleurs cerveaux. Cette politique d'endiguement tous azimuts fait alors l'objet d'un consensus bipartisan.

Le Congrès accepte après la Seconde guerre mondiale une présidence impériale qu'il a longtemps refusé. Cependant, même si la Guerre froide dote le président de nouveaux moyens d'action, le Conseil de Sécurité nationale, le Congrès s'efforce dans le même temps de développer son pouvoir de contrôle sur l'administration américaine. La guerre du Vietnam va mettre à mal la présidence impériale. Une forte contestation ébranle les Etats-Unis dans les années 1960. Elle nourrit à rebours un courant conservateur, lié souvent au courant évangéliste sur lequel Nixon va pouvoir

s'appuyer à partir de 1968, certains démocrates du sud rejoignant le parti républicain. Les conservateurs sont au pouvoir à la Maison-Blanche et au Congrès jusqu'en 1992 à l'exception de l'intermède Carter.

Un courant conservateur puis néo-conservateur va dès lors imprimer sa marque à la politique étrangère des Etats-Unis. Il contribue notamment, après l'effondrement de l'URSS, au développement de la mondialisation financière, reposant sur une défense acharnée du libre-échange que l'ère Clinton ne remet pas en cause. Il va également répandre l'idée que les Etats-Unis ont vocation à s'affirmer comme un empire bienveillant, d'abord sous l'égide de l'ONU, puis après les attentats du 11 septembre 2001 sans elle. C'est alors qu'est élaborée la politique du Grand Moyen Orient qui doit faire triompher la démocratie marchande du Maroc au Pakistan avec le succès que l'on sait. Le désastre irakien, la montée en puissance de la Chine et la résurgence de la Russie, la crise financière de 2007-2008 suscitent la contestation d'une large part de l'opinion américaine soucieuse de voir ses dirigeants s'occuper de la population et se recentrer sur les intérêts américains. Obama s'y essaie, mais il est entravé dans sa politique sociale et internationale par un Congrès où les républicains se refusent à tout compromis. Il ne peut empêcher la montée d'un mécontentement de la population WASP, fragilisée économiquement et socialement. La victoire de Trump en est la traduction politique en 2016. Celui-ci appelle comme Obama les alliés des Etats-Unis à se prendre davantage en charge sur le plan défensif et semble accepter la perspective d'un monde multipolaire.

Marc SEVRIEN

Maya Kandel, «Les états Unis et le Monde de George Washington à Donald Trump», Perrin, 2018.

Bilan de faillite, vraiment ?

En toute amitié, j'avais envie d'opposer à Régis Debray une véhémente protestation pour l'intitulé de son dernier essai. Bilan de faillite ? Ah non, surtout pas ! Avons-nous vécu si longtemps déjà, pour transmettre à ceux qui nous suivent une telle amertume désabusée ? Et puis je me suis demandé s'il n'y avait pas un procédé, d'ailleurs pas si retors que cela, dans cette façon de faire son propre procès, car ce fameux bilan permet surtout de rappeler des choses bien intéressantes et utiles. La formule de Walter Benjamin citée en fin de l'ouvrage pourrait bien nous indiquer de quoi il s'agit : « De tout ce qui jamais advint, rien ne doit être considéré comme perdu par l'Histoire. » Et je suis persuadé que c'est ce qu'Antoine, le fils de Régis Debray à qui est adressée la missive paternelle, aura retenu. De l'itinéraire du militant révolutionnaire, du conseiller du prince, du penseur du politique et du religieux, de l'observateur des évolutions du monde, il jugera certes qu'il a vécu beaucoup de déboires, de rêves brisés, d'échecs pratiques. Mais au bout du compte, quelle vie remplie, quel témoin privilégié de l'histoire, quel surplomb pour l'analyser et en prolonger l'éclairage ! Et même si l'épistolier prend toutes les précautions possibles pour ne pas se donner le beau rôle, il n'empêche qu'il a le sentiment solidement ancré que la transmission entre générations est le secret de tout : « La perpétuation de l'espèce me semble joliment bien machinée en ce qu'elle permet aux sortants de la porte à tambour d'accueillir la nouvelle équipe, juste le temps de lui refiler deux ou trois mots de passe, et ainsi de suite à chaque relève. Ceux qui tiennent, non sans raison, toute vie pour un processus de démolition oublient que si chaque vague se retire en laissant derrière elle un champ de ruines, elle peut toujours indiquer à la suivante tous les endroits à éviter. »

À cela, il faut ajouter que notre penseur est avant tout écrivain, qu'il est né la plume à la main et la langue française à la bouche, et qu'il n'a cessé de jouer

sur ses registres en virtuose, avec délice. Et surtout avec le sourire. Ce qui tempère les amertumes : « Quand pointe en bout de course une gaité sans illusion, le vieux schnoque peut au moins se dire, égoïstement, que pour lui l'aventure ne se termine pas trop mal. » Et puis l'intéressé ne se plaint pas de son sort personnel. Il a tout de même eu beaucoup de chance : « Le sort m'a gâté. De quoi pourrait se plaindre un fiéffé veinard qui a eu plus de chances que dix cornards ; être resté en vie dans une prison lointaine avec l'aide de ma compagne d'alors, Élisabeth ; avoir croisé quelques célébrités, et même, en plus, des gens bien ; vivoté de sa plume et humé l'air des cinq continents, semé des fausses notes dans les gazettes en toute liberté... » Néanmoins, ce gâté du destin déconseille formellement à Antoine de suivre ses chemins. Il en a suivi trop à la fois, sans vraiment aboutir dans l'un d'entre eux. « Il te faudra, seulement, pour trouver ta forme propre, ne pas trop céder à la bougeotte, à l'attrait de tout ce qui brille et démange. » Mais le point le plus décisif, c'est que le père félicite chaleureusement le fils d'avoir fait un choix radicalement différent des siens : « Ouf ! La bonne nouvelle ! Tu as en fin de compte opté (...) pour la section S. Je t'entends parler astrophysique, aéronautique, moteurs de fusées, carburants solides, missiles réemployables. Évoquer la prépa d'après, option sciences de l'ingénieur. Te voilà tiré d'affaires, et moi d'embarras. Enfin du sérieux, du pratique. Le contre-pied tangible, la sortie du vaseux, le contraire de papa. Rien ne pouvait me faire plus plaisir que ce saut dans l'inconnu : les connaissances exactes et positives. »

On peut évidemment entendre ce vibrant éloge des sciences et des techniques, même lorsqu'on est un peu porté soi-même vers la technophobie. Mais on s'interroge aussi sur la complaisance à se dévaloriser soi-même, en dénigrant par exemple la politique : « Trotski fait rêver et Mitterrand causer, mais c'est le smartphone qui a changé la vie, et le

contenir la face du monde, non le Programme commun et ses 110 propositions. » Le penseur est toutefois assez vigilant pour rappeler un certain nombre de constantes



anthropologiques que les avancées les plus décisives de la technique n'offrent aucun moyen de transgresser : « Tous les documents disponibles, depuis l'âge du bronze, indiquent un bipède assez stable dans ses fondamentaux : xénophobe, peureux, agressif, veule, cupide dès qu'il le peut et prêt aux pires étripages dès qu'on l'a persuadé que son vis-à-vis était le diable en personne. » Régis Debray n'adresse même pas un regard au transhumanisme qui, pourtant, est un des thèmes les plus polémiques de l'époque. Est-ce à cause d'une confiance trop excessive à ces permanences observées par le sociologue et le médiologue ? J'aurais plus tendance que lui à prêter attention aux avertissements de Jacques Ellul et de Günther Anders quant à l'obsolescence de l'homme.

Et puis, quoi qu'il en soit des médiocrités de la politique, on ne pourra jamais s'en passer. Et quelles que soient les préventions et les désillusions de l'ancien conseiller de l'Élysée, il faudra toujours que les responsables soient entourés de conseillers, voire de conseillers ès humanités. Je sais bien que notre actuel président joue sur ce registre avec une virtuosité qui renforce le sentiment d'une certaine vanité de l'intellectuel. Mais cette vanité, c'était déjà un certain Platon qui la partageait, ayant la prétention d'accéder à la situation du philosophe-roi. Une douce folie, qui va se révéler telle très vite. Mais une folie sans laquelle la politique ne serait plus que le règne du pur cynisme. Il faudra toujours des conseillers du prince. Leur inutilité plaide pour une dimension à ne jamais abolir.

Gérard LECLERC

Régis Debray, Bilan de faillite, NRF-Gallimard.

Crise de confiance

La crise de la démocratie représentative nourrit l'abstention et le populisme. Les institutions de la V^{ème} République ne sont pas en cause. Un sursaut civique est nécessaire.

Dans ses deux derniers livres, le professeur Philippe Raynaud avait démonté les ressorts de la crise des partis consacrée par le résultat de l'élection présidentielle et des élections législatives de 2017 (1). Chercheur au CNRS et au Cevipof, Sciences Po, Luc Rouban (2) estime pour sa part que ces élections ont « mis à l'épreuve la démocratie représentative », sur fond d'une « crise de confiance historique entre les Français et leur personnel politique » et « d'un débat assez intense sur le fonctionnement même du système démocratique sur la V^{ème} République ». S'appuyant sur des enquêtes d'opinion précises, il met en lumière les facteurs de cette crise de confiance envers le personnel politique, particulièrement vive dans les catégories « modestes » et peu diplômées. Dépassant la thèse classique d'une stabilisation des institutions après l'arrivée au pouvoir de la gauche en 1981, il constate un glissement vers une « pratique privative du pouvoir » qui va entraîner un désintérêt des citoyens pour la vie politique du fait de leur perte de confiance envers le personnel politique et une montée en puissance d'un « sentiment de dépossession ».

Ce sentiment est pour partie liée à un phénomène de développement d'une oligarchie politique, tant au niveau national que local, renforcé lors des dernières élections malgré les apparences de renouvellement du personnel politique. Les institutions de la V^{ème} République ne sont pour rien dans cette crise de la démocratie représentative. Au terme d'une analyse minutieuse du cumul des mandats, de la diminution de nombre de députés, de la réintroduction du scrutin proportionnel ou des pratiques de démocratie participative, Luc Rouban constate que « l'ingénierie institutionnelle ne pourra résoudre ce problème ». Toutes ces pistes de réformes « ne s'adressent qu'à l'élite qui s'intéresse encore à la chose publique ». L'auteur croit qu'une véritable formation civique serait à même de regagner la confiance en la démocratie représentative de ceux chez qui la demande de démocratie directe est la plus forte. Il n'est pas certain que cela suffise à les écarter de certaines tentations populistes.

L. L.

(1) voir Royaliste n°1132 et 1147

(2) Luc Rouban, *La démocratie représentative est-elle en crise ?*, La documentation française, 2018

La visite d'un Windsor

Qualifié de voyage historique par la presse internationale, le prince William duc de Cambridge, second dans l'ordre de succession au trône britannique, a entamé le 2 juin dernier une tournée inédite et symbolique de cinq jours au Proche-Orient.

Son arrivée à l'aéroport militaire jordanien de Marka a été remarquée. C'est le prince héritier Hussein, qu'une décennie sépare à peine de son alter ego, qui est venu accueillir lui-même le fils du prince de Galles, salué par la garde d'honneur déployée et portant ces traditionnels keffieh rouges et blancs qui la distingue des autres corps d'armée de la Jordanie.

Une première étape qui doit amener le duc de Cambridge en Israël et dans les territoires palestiniens, « impatient de construire une relation réelle et durable avec les gens de la région (...) qui lui permettra de rencontrer des personnes de sa génération » ainsi que l'a précisé le porte-parole du palais de Kensington. Costume trois-pièces ou en jeans-basket au côté du prince Hussein, la complicité étroite constatée entre les deux jeunes princes n'a cependant rien enlevé à l'importance de ce voyage qui a revêtu très rapidement un caractère très politique.

Jusqu'ici les Windsor avaient toujours limité leurs relations avec l'Etat d'Israël, se contentant de quelques apparitions ci et là lors d'occasions spéciales comme en 1995 lors de l'enterrement du Premier ministre assassiné Yitzhak Rabin. Lors de sa rencontre avec le président palestinien, Mahmoud Abbas, en Cisjordanie, le prince William n'a pas hésité, dans un discours, à qualifier « les territoires palestiniens de pays ». Loin du devoir de neutralité auquel il est habituellement astreint, il y avait de quoi crisper le Premier ministre israélien, Benyamin Netanyahu qu'il avait également rencontré la veille. Une déclaration qui confirme la volonté du Royaume-Uni de soutenir la création d'un Etat palestinien indépendant, « coexistant avec Israël dans la paix et la sécurité » s'est empressé de surenchérir le gouvernement de Sa Majesté.

« Objectif atteint » selon les paroles de l'ambassadeur britannique en Israël qui s'est félicité du succès de ce voyage « émouvant » pour le duc de Cambridge qui a également rendu un hommage aux victimes de l'Holocauste et à son arrière-grand-mère, Alice duchesse de Gloucester. Le fils de « Lady Di » a promis de revenir, de travailler à la concrétisation de la paix dans la région. « La mission de toute son existence » selon une source du palais royal.

Frédéric de NATAL

Actualité de la Nouvelle Action royaliste



Vidéos de la NAR - Les conférences de la saison 2017-2018 sont disponibles sur notre chaîne YouTube et depuis le site « Archives royalistes »

Arnaud Teyssier : « Philippe Séguin »

-> www.archivesroyalistes.org/Philippe-Se-guin

Emmanuel Todd : « Brève histoire de l'humanité »

-> www.archivesroyalistes.org/Breve-histoire-de-l-humanite

Frédéric de Natal : « Perspectives de restauration monarchique en Europe ? »

-> www.archivesroyalistes.org/Perspectives-de-restauration

Philippe Arondel et Christophe Barret : « Quel avenir pour le populisme de gauche ? »

-> www.archivesroyalistes.org/Quel-avenir-pour-le-populisme-de

Cyril Trépier : « La crise catalane »

-> www.archivesroyalistes.org/Geopolitique-de-l-independantisme

Bertrand Renouvin : « Pouvoir et autorités traditionnelles au Niger »

-> www.archivesroyalistes.org/Pouvoir-politique-et-autorites

Stéphanie Gibaud : « Les lanceurs d'alerte »

-> www.archivesroyalistes.org/Les-lanceurs-d-alerte

Gaël Brustier : « Le désordre idéologique »

-> www.archivesroyalistes.org/Le-desordre-ideologique

Jacques Sapir : « Russie – la Révolution d'octobre »

-> www.archivesroyalistes.org/Russie-La-Revolution-d-octobre

Frédéric Rouvillois : « Qu'est-ce que le conservatisme ? »

-> www.archivesroyalistes.org/Qu-est-ce-quel-le-conservatisme

Édouard Husson : « La fin du leadership allemand »

-> www.archivesroyalistes.org/Fin-du-leadership-allemand

Bertrand Renouvin : « Vichy, Londres et la France »

-> www.archivesroyalistes.org/Vichy-Londres-et-la-France

Panagiotis Grigoriou : « La Grèce du temps d'après »

-> www.archivesroyalistes.org/La-Grece-du-temps-d-apres

Patrice Gueniffey : « Napoléon et de Gaulle »

-> www.archivesroyalistes.org/Napoleon-et-de-Gaulle

Monique et Michel Pincon-Charlot : « Panique dans le 16^{ème} »

-> www.archivesroyalistes.org/Panique-dans-le-16e

Jean-Pierre Le Goff : « Mai 68 – Récit d'un monde adolescent »

-> www.archivesroyalistes.org/Mai-68-Recit-d-un-monde-adolescent

Jean-François Colosimo : « Aveuglements, religions, guerres, civilisations »

-> www.archivesroyalistes.org/Aveuglements-religions-guerres

Gilles Richard : « Histoire des droites en France, de 1815 à nos jours »

-> www.archivesroyalistes.org/Histoire-des-droites-en-France-de

Gérard Aschieri & Anicet Le Pors : « La fonction publique du XXI^{ème} siècle »

-> www.archivesroyalistes.org/La-fonction-publique-du-XXIeme

Jean-Christian Petitfils : « Histoire de la France »

-> www.archivesroyalistes.org/Histoire-de-la-France

Stanis Perez : « Le corps du Roi »

-> www.archivesroyalistes.org/Le-corps-du-roi

Christophe Barret : « La guerre de Catalogne »

-> www.archivesroyalistes.org/La-guerre-de-Catalogne

Natacha Polony : « Changer la vie, pour une reconquête démocratique »

-> www.archivesroyalistes.org/Changer-la-vie

Régis Debray : « Bilan de faillite »

-> www.archivesroyalistes.org/Bilan-de-faillite

Gérard Leclerc, Philippe Arondel et Olivier-Germain Thomas : « Débat sur Mai 68 »

-> www.archivesroyalistes.org/Mai-68-Sous-les-paves-l-Esprit

Mercredis de la NAR

À Paris, chaque mercredi de l'année universitaire, nous accueillons nos sympathisants dans nos locaux pour un débat avec un conférencier, personnalité politique ou écrivain.

La conférence commence à 20 heures très précises (accueil à partir de 19h30). Entrée libre, une participation aux frais de 2 € est demandée. La conférence s'achève à 22h. Une carte d'abonné des mercredis annuelle (12€) permet d'assister gratuitement à tous les mercredis.

Après la conférence, à 22 heures, un repas amical est servi pour ceux qui désirent poursuivre les discussions (participation aux frais du dîner : 7 €).

**Mercredi 3 octobre :
dîner de rentrée**

**Mercredi 10 octobre :
reprise des conférences**

Royaliste
Bimensuel de la Nouvelle Action royaliste

Rédaction-administration

**Bloc C - B.A.L. 13
36-38, rue Sibuet
75012 Paris
Tél. : 06 43 11 36 90**

Directeur de la publication
Yvan Aumont

Directeur politique
Bertrand Renouvin

Directeur politique adjoint
Christophe Barret

Rédacteur en chef
Marc Sévrien

Com. paritaire : 05 14 - G 84 801
ISSN : 0151-5772

Imprimerie spéciale de la NAR

Bulletin d'abonnement à *Royaliste*

Nom/Prénom :

Adresse :

Profession :

Date de naissance : Adresse électronique :

souscrit un abonnement de :

(...) trois mois (20 €) - (...) six mois (30 €) - (...) un an (50 €) - (...) un an soutien (120 €)

(...) abonnement annuel en PDF (40 €) - (...) abonnement annuel de soutien en PDF (50 €)

Chèques à l'ordre de : «Nouvelle Action Royaliste». Adresse : Bloc C - Boîte 13 - 36-38 rue Sibuet - 75012 Paris

Points de rupture

Le rapport sénatorial de la commission d'enquête sur l'état des forces de sécurité intérieure (1) est effrayant. Confronté à une menace djihadiste permanente, à l'agressivité des bandes de quartier, à la violence de l'ultragauche, trop peu nombreux et accablés par la procédure pénale, travaillant des locaux dégradés et avec des équipements usés, policiers et gendarmes subissent un épuisement physique et nerveux qui entraîne des démissions, des maladies psychosomatiques et des suicides. Grâce à leur hiérarchie militaire et à leur esprit de corps, les gendarmes résistent mieux que les policiers qui sont, quant à eux, confrontés aux faiblesses de leur formation initiale, au manque d'entraînement, aux conflits internes à la Police nationale, à la gestion inique des carrières et à d'épouvantables conditions de logement en région parisienne.

Comme la Police nationale est en relation avec une institution judiciaire délabrée et avec une administration pénitentiaire débordée, il est évident que tous les points de rupture sont atteints. C'est l'ensemble du système de protection des citoyens qui est en train de craquer, de même que l'ensemble du système de protection sociale, avec un personnel hospitalier qui est, lui aussi, trop peu nombreux et complètement épuisé.

A chaque manifestation de rue un peu voyante, à chaque rapport tonitruant, le gouvernement promet des réformes et injecte quelques crédits pour calmer le jeu. Mais c'est un jeu à la vie à la mort, qui se durcit. L'oligarchie, quel que soit son fondé de pouvoir, pratique l'injonction contradictoire. On fait de grands discours sur la « guerre contre le terrorisme » mais, hors paroles solennelles prononcées devant les cercueils des serviteurs de la patrie, on tient les hommes et les femmes chargés de la lutte concrète contre le djihadisme en parfait mépris. Mal équipés, mal protégés, mal logés, mal payés – 22 millions d'heures supplémentaires n'ont pas été payées aux policiers – on exige que les forces chargées de notre sécurité intérieure fassent toujours plus avec toujours moins. Ils n'en peuvent plus ? On compte sur leur dévouement au bien public et sur leur discipline.

Un pouvoir politique légitime peut demander aux policiers, aux juges, aux soldats, de se sacrifier pour le bien commun. Encore faut-il que les détenteurs de ce pouvoir se montrent bons serviteurs de ce bien commun et exemplaires dans leur comportement. Or la caste qui est aux commandes se sert des moyens de l'Etat pour détruire l'Etat par la réduction du nombre des fonctionnaires et par l'utilisation de techniques privées de gestion – étrangères par définition au souci de la res publica. Quant à l'exemplarité, elle n'est plus de mise. Emmanuel Macron et son épouse – qui n'est rien dans l'Etat – ne s'efforcent plus de cacher, comme leurs prédécesseurs, la jouissance que leur procure l'exercice du pouvoir, l'usage immodéré qu'ils font de leurs privilèges et leur mépris pour le commun des mortels.



La somme des injustices et des humiliations éprouvées dans l'ensemble de la fonction publique, qui s'ajoute aux injustices et aux humiliations subies par de très nombreux citoyens français, a provoqué jusqu'à présent des votes massifs de rejet, en faveur des populistes de droite et de gauche. Les faiblesses et les contradictions de la France insoumise, l'impasse lepéniste et le piétinement rageur de la droite façon Wauquiez reportent aux calendes grecques un grand règlement de compte électoral. Les défaites subies depuis septembre 2017 par les syndicats contestataires éloignent l'hypothèse d'un mouvement social assez puissant pour déclencher une grève générale.

Pourtant, de nombreux points de rupture sont atteints. Dès lors, la rupture effective peut se faire sous la forme d'un basculement généralisé dans la résignation. Elle peut aussi conduire à une insurrection pour la défense de la nation et le service de l'Etat, hors de tout cadre partisan et syndical, dans un contexte de désintégration européenne et de démondialisation. Il n'est pas dit que cela se fera. Mais il est nécessaire d'envisager cette possibilité et de se préparer à agir dans l'imprévu. Après tout, les Etats-Unis et une partie de l'Europe connaissent déjà des événements que, voici deux ans, les experts patentés tenaient pour improbables...

Bertrand RENOUVIN

(1) Rapport disponible sur le site du Sénat.